

SEPTEMBRE 2012

Pages 2-6

ACTUALITÉS DU MONDE

Amérique latine

Cuba : les *Cinq*, victimes de l'arbitraire de l'inquisition de Miami

Europe

Pays Bas : élections législatives

Afrique

Togo : la *Marche rouge* des femmes

États-Unis

Asie-Pacifique : une réorientation stratégique

Monde arabe

Où en est-on ?

Le billet de G. Streiff

Histoire plus très fraîche

Pages 7-8

FOCUS

Initiative citoyenne européenne

Pages 9-10

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 11-17

REGARD sur

Les enjeux de la sécurité

LA PAROLE AU PEUPLE

Le jugement des Français sur l'actuelle construction européenne est sans appel. Un récent sondage (*Le Figaro* du 17 septembre) montre que, pour 76% des personnes interrogées, l'UE n'agit pas efficacement contre la crise. Plus de 60% des sondés estiment que l'euro a des conséquences négatives sur la compétitivité et l'emploi (89% sur le niveau des prix) ; et pour 67% d'entre eux, l'UE va dans la mauvaise direction. Mais les plus hautes autorités de l'État ne veulent rien entendre. Et ne rien dire, pour que le Traité Sarkozy-Merkel puisse être ratifié dans la complicité du silence médiatique, pour faire passer coûte que coûte ce choix d'une fuite en avant ultra-libérale et anti-démocratique. Un choix inacceptable et largement inacceptable, si l'on en juge par le nombre d'organisations (65) appelant à la manifestation du 30 septembre, pensé et mis en œuvre en fonction des seuls marchés financiers. Il est donc légitime et de la première importance que le peuple français puisse avoir la possibilité de dire ce qu'il veut lui-même, par référendum.

Pour le PCF et pour le Front de gauche, c'est une exigence primordiale. On est au cœur de la bataille pour déterminer ce que doit être l'avenir de notre pays et ce que devrait être une politique de gauche.

Dans la *Lettre des Relations internationales*, je voudrais souligner qu'il ne s'agit pas seulement, pour nous, d'un enjeu national et européen. C'est aussi du monde dont il s'agit. On sait les conséquences néfastes des pressions néo-libérales exercées par l'UE sur les politiques économiques des pays du Sud, en Méditerranée et en Afrique. C'est une des causes de la crise dans ces pays... Pour le Sud aussi, sortir de la crise, c'est sortir de l'austérité.

Mesurons enfin que les politiques mises en œuvre en Europe ont conduit celle-ci dans une forme de récession globale. L'austérité casse les ressorts de l'activité, de l'emploi, des échanges et du commerce international. Même les émergents en ressentent les effets préoccupants. Et les citoyens des pays d'Europe se mobilisent de plus en plus dans une montée de résistances, de luttes et d'oppositions politiques et syndicales.

L'UE à 27, qui se targue d'être le premier PIB de la planète, tire toute l'économie mondiale vers le bas. Si les Français – selon le même sondage – sont dans l'ensemble favorables à ce que notre pays appartienne à l'UE, c'est certainement parce qu'ils souhaitent que celle-ci puisse aider à combattre la crise de ce capitalisme financier, à affronter positivement les défis d'une mondialisation qui les inquiète.

Dire NON au Traité Merkel-Sarkozy. Ne pas subir. Choisir. Construire l'avenir et refonder l'Europe. C'est le sens de la marche nationale du 30 septembre à Paris.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF



- **Manifestation pour une Europe solidaire : Non au traité d'austérité** à Paris, place de la Nation, le 30 septembre à 13h30
- **Soirée solidarité Mali / PCF avec Issa N'diaye** le 2 octobre à 18h30 (inscription : afrique@pcf.fr)
- **Conférence du PGE sur le monde arabe** à Palerme les 5-6 octobre, participation de Yann Leroy pour le PCF
- **Conférence internationale de la société civile *Les chemins vers la Paix en Afghanistan*** à Bonn les 13 et 14 octobre, participation de Claire Chastain (www.afghanistanprotest.de)
- **Délégation du PCF au Burkina Faso à l'occasion du 25e anniversaire de l'assassinat de Thomas Sankara** participation de Sylvie Jan du 12 au 16 octobre
- **Délégation du PCF à Cuba** du 22 au 27 octobre, Jacques Fath et Obey Ament

Cuba

les *Cinq*, victimes de l'arbitraire de l'inquisition de Miami



Les cas des *Cinq* cubains emprisonnés aux États-Unis depuis 1998, accusés d'espionnage, est l'illustration d'une certaine conception de la justice dans un pays qui se revendique comme le bastion de la liberté et le défenseur de l'humanité toute entière. Avant même la mise en application de la loi *Patriot Act*, qui fait de tout citoyen un suspect de terrorisme sans droits et susceptible de souffrir les pires sévices, ces cinq Cubains ont été les victimes d'un procès digne de l'inquisition ; leur sort était décidé d'avance : ils devaient être punis et exposés comme des menaces venues tout droit de l'enfer.

Les *Cinq* n'ont jamais caché qu'ils surveillaient les agissements des groupes d'extrême droite établis à Miami, qui organisaient des attentats à la bombe dans des hôtels de La Havane en 1997, mais leurs activités n'ont jamais menacé la sécurité des États-Unis. Luis Posada Carriles, personnage lié à la CIA et organisateur en 1976 d'un attentat à la bombe contre un avion de la compagnie *Cubana* qui a tué 73 personnes, a officiellement confessé aux médias étasuniens sa participation à l'organisation des attentats de 1997. Malgré ces aveux, il vit dans l'impunité aux États-Unis. On a accusé Gerardo Hernandez, l'un des *Cinq*, d'être responsable de l'attaque, par l'aviation cubaine, contre des avions de l'organisation *Brothers to the rescue* qui avaient violé l'espace aérien cubain à plusieurs reprises pour jeter des tracts contre-révolutionnaires. Aucune preuve n'a jamais été fournie par la justice étasunienne, mais on sait que José Basulto, fondateur de cette organisation anti-castriste, est un ancien de la *Contra* qui a combattu, les armes à la main, le gouvernement sandiniste et qui s'entraînait au lancement de bombes artisanales. Il a reçu gracieusement de la part de l'US Air Force les avions utilisés pour les incursions sur le territoire cubain.

Les *Cinq*, accusés d'espionnage et de meurtre, ont été soumis à un procès politique. *Amnesty International*, pourtant pas toujours très complaisante vis-à-vis du

gouvernement cubain, a émis des « doutes sérieux quant à la justice et l'impartialité » dans ce procès. Les conditions de détention – ils ont été confinés et mis au secret dès leur arrestation –, le fait que leurs avocats ont eu beaucoup de difficultés à rencontrer leurs clients et avoir accès aux preuves considérées par les autorités comme « secrètes », le fait que le procès a eu lieu dans un milieu hostile, c'est-à-dire à Miami – fief de l'extrême droite cubaine –, le harcèlement constant contre les jurés et témoins par les médias... tous ces éléments font de ce procès une caricature, à laquelle il faut ajouter une campagne orchestrée par des journalistes payés par le gouvernement des États-Unis, comme cela a été prouvé en 2006. Ce dernier fait n'a pas suffi pour que le Procureur accepte l'appel interjeté par les avocats de la défense.

Le *Groupe de travail de l'ONU sur les détentions arbitraires* considère que les circonstances qui ont marqué le procès constituent des faits « d'une gravité telle qui donnent à la privation de liberté de ces personnes un caractère arbitraire ». La cruauté est poussée au maximum avec le refus de visas pour les familles des *Cinq*, qui n'ont pas vu les leurs depuis presque 15 ans. La cruauté est poussée à l'extrême lorsque l'une des épouses a réussi à obtenir un visa mais est retenue à l'aéroport de Houston jusqu'à l'expiration du document...

Le jugement des *Cinq* et les lourdes peines auxquelles ils ont été condamnés doivent être déclarés nuls parce qu'ils sont illégaux. Mais surtout, il est temps que les États-Unis abandonnent leur politique anachronique et acceptent le dialogue avec le gouvernement cubain qui lui a tendu la main à plusieurs reprises. La libération des *Cinq* doit être un geste politique qui montre la volonté de Washington d'accepter des relations de respect entre deux pays souverains, ce qui demanderait l'acceptation par Washington du choix d'indépendance fait par le peuple cubain il y a déjà plus de 50 ans.

Cuba change. Sa révolution emprunte des voies nouvelles sans se renier. Washington continuera-t-il à se prendre pour les *Torquemada* en plein XXI^e siècle ?

Obey Ament

responsable Amérique latine des Relations internationales

Pays-Bas les élections législatives du 12 septembre 2012



Le contexte politique

En avril, le gouvernement néerlandais (VVD, parti libéral du Premier ministre sortant Mark Rutte et parti chrétien-démocrate CDA) était contraint à la démission, ne disposant plus d'une majorité parlementaire après que leur allié, le PVV (extrême droite de Geert Wilders) eut claqué la porte, en désaccord sur le rythme de réduction du déficit budgétaire imposé au pays par Bruxelles, impliquant de nouvelles mesures de rigueur, dans un contexte de récession économique.

Autour des libéraux et du CDA, trois autres petits partis, la Gauche verte, les centristes de D66 et le parti Chrétiens unis s'associaient alors pour tenter de dénouer la crise politique, mettre en œuvre les mesures d'austérité exigées pour boucler le budget 2012, tout en convoquant de nouvelles élections.

L'analyse des résultats

Le VVD remporte les élections avec 26,6% (20,5 % en 2010) et 41 sièges (31), le score le plus élevé de son histoire. Pour autant, c'est moins sa politique de rigueur, de privatisation des services publics et de flexibilisation du marché du travail, soutenue par un quart des électeurs, qu'un positionnement politique « à l'allemande » : rigueur budgétaire dans le respect du pacte budgétaire européen et refus ou strict conditionnement de toute aide supplémentaire aux pays endettés et soumis à des cures d'austérité drastiques. Ce vote, extrêmement conservateur et de repli, a **contribué à affaiblir l'extrême droite (PVV), qui recule nettement à 10,1% (15,5) et 15 sièges**, et dont le discours préconisant la sortie du pays de l'euro devenait peu crédible. **Les travaillistes (PvdA)**, en très grande difficulté depuis quelques années du fait notamment de leur acceptation des politiques néolibérales et leur participation à des gouvernements de coalition avec la droite, **parviennent à se redresser nettement avec 24,8% (19,6) et 39 sièges (30)**. Le PvdA, cette fois-ci dans l'opposition, a préconisé une atténuation de l'austérité et des mesures de relance économique limitées tout en acceptant le cadre austéritaire rigou-

reux imposé au plan européen. **Les chrétiens démocrates poursuivent leur long déclin avec 8,5% (13,6) et 13 sièges (21)**, la Gauche verte s'effondre avec 2,3% (6,7) et 3 sièges (10), alors que les centristes de D66 progressent légèrement avec 7,9% (7) et 12 sièges (10).

Le Parti socialiste (SP), parti de la gauche antilibérale, se maintient à son niveau de 2010 avec 9,7% (9,8) et 15 sièges (15). Son résultat est jugé très décevant au regard des attentes que lui donnaient les sondages en début de campagne. Le SP a mené campagne sur le maintien des acquis sociaux de l'État providence, en s'opposant aux mesures d'austérité prises par la droite pour réduire les déficits (y compris en demandant un assouplissement de cette politique au plan européen et une consultation du peuple sur ces options). Il l'a fait sans surenchère « nationaliste »*, mais sans montrer peut-être suffisamment quels pouvaient être les atouts ou les limites à une éventuelle participation, pourtant revendiquée, à un gouvernement aspirant à ouvrir une alternative à gauche, dans un contexte de doute voire de repli de l'électorat sur des options plus conservatrices. **La participation au scrutin est en baisse (74% contre 75,4 en 2010)**, traduit surtout une abstention des couches populaires (en dessus de 50 %) dans les quartiers populaires des grandes villes.

Dans un contexte européen marqué par un durcissement drastique – et institutionnalisé dans les traités – de la rigueur budgétaire, un gouvernement de coalition, pourtant probable, entre les ultralibéraux du VVD et les travaillistes, même avec l'appui d'un ou plusieurs partis centristes, n'ira pas de soi. Les marges de manœuvre sont plus étroites, à la fois pour la droite et la mise en œuvre de politiques ultralibérales, et pour la gauche si elle ne trouve pas les moyens de changer réellement de politique. Les politiques décidées autoritairement depuis Bruxelles érodent le soutien social et populaire aux partis qui ne s'inscriraient pas en rupture avec celles-ci. L'extrême droite a été réduite mais pas vaincue et elle peut tenter de se remobiliser sur les thèmes sécuritaires, xénophobes et europhobes qu'elle affectionne. Une période de plus grande confrontation sociale peut s'ouvrir avec un parti travailliste dont une partie des électeurs se situent plus à gauche et refuseront que leurs attentes de changement soient une nouvelle fois dévoyées. Le SP qui bénéficie d'une forte implantation sociale, parlementaire et territoriale peut, dans ce contexte, continuer à œuvrer, en s'appuyant sur les mobilisations pour la concrétisation d'une réelle alternative à gauche pour les Néerlandais.

* Une énorme campagne de la droite et des médias néerlandais a stigmatisé le SP comme un parti populiste anti européen (le mettant sur ce point sur le même plan que la droite extrême), alors qu'il a simplement préconisé depuis des années une réorientation progressiste fondamentale des institutions actuelles de l'Europe, notamment sur le plan de la politique monétaire. Cela l'avait conduit à jouer, en 2005, un rôle important, à gauche et en convergence avec la gauche de transformation sociale en Europe dans la campagne du Non au traité constitutionnel européen, qui l'avait emporté, aux Pays-Bas tout comme en France. Aux élections de 2006, le SP atteignait 16%.

Togo

La Marche rouge des femmes

Le 20 septembre, des milliers de femmes togolaises ont décidé de prendre le devant de la résistance citoyenne au Togo. Répondant à l'appel lancé par les femmes regroupées au sein du *Collectif Sauvons le Togo* et de la *Coalition Arc-en Ciel*, elles sont descendues dans les rues pour réclamer la fin de l'impunité du dictateur-président Faure Gnassingbé, l'effectivité de la justice sociale et le respect des droits humains.

Partout en Afrique, les femmes jouent un rôle incontournable dans les mouvements populaires et les grèves. Il y a des dizaines de milliers de petites entreprises organisées par les femmes africaines. Il existe des dizaines de milliers d'organisations de femmes engagées pour l'accès à l'éducation et aux soins, pour la promotion de la citoyenneté, pour la construction de la paix et pour la reconnaissance des droits civiques et politiques. Car ces mêmes femmes démontrent une fois de plus qu'elles sont les seules aptes à s'élever contre les abus du pouvoir, pour défendre les droits violés des peuples africains.

Le plus souvent exclues des sphères de décisions, elles font preuve d'une grande ingéniosité pour prendre la parole et faire entendre leurs voix. Leur stratégie : atti-

la marche du 20 septembre des Togolaises qui se sont vêtues de rouge en signe de protestation



rer l'attention des médias, pour peser enfin dans les décisions politiques. Grève du sexe, manifestations au son des casseroles, voire fesses et corps nus, elles usent de tous les moyens pour faire bouger les lignes.

La participation des femmes aux luttes ne date pas d'hier. En 1933, lors de la « révolte des Loméennes » au Togo, les femmes ont été les premières à mener la fronde contre le gouvernement colonial. Les luttes de libération nationales africaines ont connu une importante mobilisation des femmes au Cameroun, au Mozambique, voire au Mali. En Guinée, les femmes du marché de Conakry ont déclenché des mouvements populaires qui ont réussi à ébranler le régime et ont abouti à l'organisation d'une conférence nationale pour l'avènement de la démocratie.

Les femmes sont l'épine dorsale qui soutient l'Afrique. Thomas Sankara l'avait bien compris, pour que la révolution puisse triompher, celle-ci doit s'accompagner de la libération des femmes érigée comme nécessité fondamentale pour le progrès social. Les femmes s'émanent par la constitution de formes collectives d'actions et de décisions pour légitimer leur droit à une plus grande participation au devenir du continent africain.

Face à l'accélération des politiques néolibérales et des effets dévastateurs du « système dette » en Afrique, les femmes ont changé leurs stratégies pour lutter contre la féminisation de la pauvreté. Il ne s'agit plus seulement d'obtenir le développement des capacités des femmes, mais de la prise de décision par les femmes elles-mêmes comme moyen de contrôle des ressources. L'accès à la terre demeure l'un des enjeux majeurs pour ces femmes, qui sont activement impliquées dans la production, mais qui ne peuvent ni être propriétaires foncières ni être considérées comme des « paysannes ». Pourtant, ces mêmes femmes fournissent 70% de la production alimentaire, constituent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole et s'occupent de près de 80% de la commercialisation, en plus des tâches quotidiennes du foyer.

Dans ce monde marqué par une crise non seulement économique mais humaine, les femmes africaines représentent une force d'opposition avec laquelle il faut compter. Elles sont porteuses de revendications concrètes qui participent à construire de nouvelles alternatives politiques.

Marine Malberg

collaboratrice Afrique des Relations internationales

États-Unis une réorientation stratégique en Asie



Barack Obama avait annoncé, l'an dernier, une « réorientation stratégique » des États-Unis vers l'Asie-Pacifique. Ce changement de cap majeur se concrétise aujourd'hui dans les faits. L'intervention en Libye a clairement montré un certain recul tant politique que militaire des États-Unis.

Les Américains sont déjà en Asie. Hillary Clinton et de hauts représentants du ministère de la Défense se sont rendus dans la région au cours des dernières semaines, pour des tournées aux airs « promotionnels »... L'importance accordée à l'Asie par les États-Unis est toutefois bien sérieuse. Certaines des visites récemment effectuées étaient inédites, et l'implication est volontairement globale.

En juillet, au Cambodge, s'est tenu le sommet de l'ASEAN. La présence et la participation active d'Hillary Clinton ont été remarquées, sur fond de tensions sino-vietnamiennes à propos des zones maritimes et dans un contexte d'« ouverture » du Myanmar. L'amiral Samuel Locklear, nouveau chef du commandement américain du Pacifique, s'est ensuite rendu aux Philippines où il a rencontré de hauts responsables politiques et militaires. Puis, le sous-secrétaire à la Défense, Ashton Carter, a réalisé une tournée de dix jours pour expliciter ce que la « réorientation stratégique » signifie concrètement en matière de défense¹.

En septembre, Hillary Clinton s'est rendue aux Îles Cook, pour le Forum des Îles du Pacifique, une première à ce niveau pour États-Unis, puis en Indonésie, au Japon, en Chine, au Timor-Leste, à Brunei qui, en 2013, assumera la

présidence de l'ASEAN, et enfin en Russie, où elle a participé au Sommet de l'APEC. Leon Panetta était également en Asie : au Japon, en Chine et en Nouvelle Zélande, où il a réalisé la première visite depuis 30 ans d'un secrétaire d'État à la Défense, avec pour objectif d'intensifier la présence militaire étasunienne dans la région, tant par le renforcement des alliances historiques (en particulier avec le Japon) et la recherche de nouveaux partenariats, que pour développer la coopération avec la Chine.

Nouvel espace ... anciennes recettes

Pour justifier cette implication massive en Asie-Pacifique, les États-Unis arguent d'une position géographique objective, assortie d'un récit historique discutable. Mais leur démarche reste identique, reposant sur les mêmes ressorts et poursuivant les mêmes objectifs : s'appuyer sur des « amis » et s'impliquer dans tous les domaines (économique, commercial, politique, stratégique, militaire, social...), pour s'imposer comme durablement nécessaire, voire, indispensable avec une approche dite *people to people*, qui se veut « directe et humaine ». Mais c'est encore et toujours les mêmes recettes...

L'investissement total d'un nouvel espace répond certainement à bien d'autres choses, notamment à des besoins concrets. L'Asie, en tous cas, s'impose comme la zone prioritaire pour les États-Unis (et sur ce point, Républicains et Démocrates, avec certes des nuances dans l'analyse et dans les réponses, semblent s'accorder, y compris en période électorale). L'APEC compte 6 des 10 pays vers lesquels les États-Unis exportent le plus². Les enjeux sécuritaires, en particulier sur les questions frontalières et le contrôle des ressources (hydrocarbures, halieutiques), sont majeurs. La Chine représente le principal défi du présent et de l'avenir. Même si les États-Unis réfutent une stratégie de « *containment* », et que d'évidence les conditions, enjeux et objectifs sont d'une bien plus haute complexité, se joue une grande partie dans cette zone étendue, aux contours difficiles à définir, sans organisation régionale globale structurée, qui représente pour les États-Unis un vaste champs de possibles.

Pas de nouveau pré-carré

Les États-Unis s'engagent, sur le long terme, dans une bataille d'influence pour le leadership régional et mondial. Mais l'Asie ne sera d'évidence pas un nouveau pré-carré. La confrontation actuelle entre le Japon et la Chine au sujet des îlots et des voies de passage maritimes disputés, n'en est qu'un exemple. Ce ne sera pas si simple... À suivre de près.

Claire Chastain

collaboratrice des Relations internationales

le billet de Gérard Streiff

histoire plus très fraîche

Devinez quel est l'objet ayant appartenu au prince Charles le matin de ses noces avec lady Diana et mis aux enchères à Londres autour du 15 août dernier par la société Hansons Auctioneers ! Une jarrettière ? Un récipier de Worcestershire ?

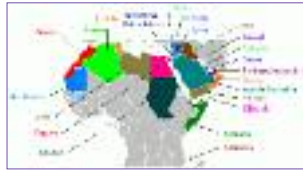
Vous n'y êtes pas. Un toast, un vieux toast de plus de trente ans, qui figurait au petit déjeuner princier. Une employée de Buckingham, au moment de desservir, avait chipé la tartine, exposée depuis comme une relique dans son salon. Le tintouin autour du mariage du prince Charles l'an passé lui a donné l'idée de se faire du blé avec la biscotte. Celle-ci a été l'objet d'une bataille, par téléphone, entre deux accros ; elle est partie à 295 euros.

Ça fait cher le croûton, même royal.

1. Notamment un redéploiement majeur avec un objectif de présence de 60 % des forces navales américaines dans la zone pacifique d'ici à 2020 et une modernisation de tous les équipements, ce qui implique un « rééquilibrage » budgétaire des moyens jusqu'à présents alloués ailleurs (Irak, Afghanistan)

2. Chine, Canada, Corée du Sud, Japon, Mexique, Hong Kong

Monde arabe où en est-on ?



Il y a 18 mois, plusieurs peuples du monde arabe se soulevaient pour mettre un terme à des décennies de dictatures et de pouvoirs auto-cratiques jusqu'alors soutenus par les puissances occidentales.

Depuis, pour certains de ces pays, des élections ont permis la mise en place de nouveaux gouvernements, comme en Tunisie et en Égypte. Pour d'autres, comme au Yémen, au Bahreïn, au Maroc, l'action se poursuit, malgré la répression, pour des sociétés démocratiques. En Libye, le pouvoir encore fragile tente d'établir un État de droit, malgré les velléités des milices armées.

Que penser de cette période écoulée ?

L'enthousiasme suscité par les révolutions s'est peu à peu dissipé pour laisser place à un sentiment d'inquiétude sur l'avenir.

D'abord, ce sont, il y a un an, les succès électoraux remportés par les partis religieux en Tunisie et en Égypte, partis pourtant absents des manifestations ayant abouti à la chute des anciens régimes. Ce sont ensuite les agressions répétées de groupes salafistes contre des femmes, des syndicalistes, des journalistes, des artistes. Ces événements vont à l'encontre des espoirs suscités, d'autant que les gouvernements refusent de condamner fermement ces actes et d'appliquer la loi contre leurs auteurs. Mais la résistance civile pacifique, déterminée, à ces groupes factieux, ne cesse de s'élargir.

Car nous n'avons pas affaire à des sociétés, que ce soit en Tunisie ou en Égypte, où les peuples sont disposés à suivre aveuglément de tels groupes. Loin de là. C'est aussi vrai pour ces partis religieux, comme *Ennahda* en Tunisie ou les Frères musulmans, qui ont été élus dans un rapport de force, favorisé par la division des formations progressistes. Or, l'exercice du pouvoir par ces partis religieux suscite de plus en plus de mécontentement dans les populations au plan social, où rien n'a réellement changé. Les options libérales de leur politique ne faisant qu'aggraver un peu plus la situation, pénalisée en plus par la crise mondiale qui éloigne d'autant les aides financières promises.

C'est pourtant sur ce terrain social que se joue l'avenir de ces révolutions. Si aucune réponse n'est apportée au chômage des jeunes, et à l'absence d'espoir pour leur avenir, cela peut les entraîner sur le chemin des intégristes. Les forces progressistes, communistes de ces pays ont bien compris le danger. La nécessité de travailler à leur propre rassemblement afin d'offrir une alternative progressiste aux pouvoirs en place, commence à porter ses fruits. Le bras de fer ne fait que commencer. Ne jugeons pas trop vite et sachons mesurer le chemin accompli et les obstacles à franchir. La transition démocratique et sociale de ces pays prendra du temps et des violences seront tou-

jours à craindre. Mais ces peuples ne toléreront pas que l'on revienne en arrière.

Et la Syrie ?

Autre chose est la situation en Syrie. C'est aujourd'hui un rythme de 1000 morts par semaine du fait de la répression féroce du régime. En moyenne, les deux-tiers sont des victimes civiles.

Le peuple syrien, comme d'autres peuples arabes qui s'étaient levés en masse pour des réformes démocratiques et sociales, se trouve aujourd'hui pris en tenaille entre un pouvoir criminel et des enjeux stratégiques de puissances régionales et mondiales allant des États-Unis à la Russie en passant par l'Union européenne, dont la France, Israël, l'Iran et la Chine, l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Turquie. Pour les plus proches et les plus engagés d'entre eux dans la région, la Syrie représente une carte majeure pour gagner ou conserver des positions dans une zone où se concentrent à la fois des réserves énergétiques et des points de fixation majeurs de crise comme la question palestinienne et la politique colonisatrice d'Israël.

L'hypothèse du nucléaire iranien qu'Israël veut éradiquer par la force, la confrontation religieuse entre Sunnites et Chiites qui ne cesse de se raviver, et la crainte pour la Russie d'être la cible de groupes intégristes vers le Caucase du Sud, alimenté par les pays du Golfe, ne font que contribuer à faire de cette région une véritable poudrière.

On pourrait multiplier les différentes facettes et combinaisons de ce drame syrien. Mais ce qui est au cœur, c'est que ce peuple ne peut décider librement de son avenir dès lors qu'il est situé dans une zone de haute conflictualité entre des intérêts qui ne sont pas les siens. Le peuple syrien paie un trop lourd tribut à cet état d'un monde où la parole des peuples pèse trop peu face aux politiques de puissances.

Dans l'immédiat, l'objectif est de stopper les violences, venir en aide aux victimes, permettre à la population de respirer. Toute initiative qui va dans ce sens doit être soutenue, comme la mission du représentant de l'ONU, Lakdhar Brahimi et le plan en 6 points adopté à Genève. L'union de l'opposition devrait aussi permettre de desserrer l'étau, sortir de l'impasse actuelle et créer les conditions d'un processus conduisant à une solution politique qui mette un terme à ce régime. Sinon, le nombre de victimes s'alourdira chaque jour et le risque d'un élargissement régional de l'affrontement armé ne fera que grandir. Non, la Syrie ne doit pas devenir le cimetière du printemps arabe. Aux hommes et aux femmes progressistes, laïcs, épris de démocratie, de justice sociale, de souveraineté et de dignité, notre solidarité politique leur est acquise. C'est le sens de l'engagement du PCF aux côtés d'autres associations et partis décidés à venir en aide aux populations civiles.

Patrick Margaté
responsable collectif *Monde arabe*

CRÉATION D'UNE BANQUE PUBLIQUE

la Commission européenne bloque l'initiative citoyenne

En juillet dernier, 7 personnalités européennes*, dont Pierre Laurent, ont déposé une proposition d'initiative citoyenne européenne pour la création d'une banque publique européenne exclusivement destinée au financement de services publics et d'investissements industriels garantissant un haut niveau de droit pour les salariés et une ambition de transition écologique.

La Commission européenne a bloqué la procédure deux mois plus tard...

Une campagne de proximité pour un haut niveau de proposition politique

Lors de son dernier congrès, en décembre 2010, le Parti de la gauche européenne (PGE), mesurant l'importance de la crise et les risques populistes et xénophobes a considéré qu'il était de sa responsabilité de formuler des propositions concrètes de sortie de crise et de refondation de l'UE. Il a décidé de promouvoir l'idée d'une « Banque publique européenne axée sur le développement social, écologique et solidaire » à travers la procédure d'Initiative citoyenne européenne (ICE).

Les évolutions de la crise financière et bancaire, ainsi que les conséquences des politiques d'austérité sur les peuples, ont chaque jour renforcé la nécessité de se confronter à la finance. Face à l'austérité permanente et à la confiscation des souverainetés populaires, dont le Traité budgétaire est un des fers de lance, notre proposition était – et est toujours – de relancer l'investissement public dans des projets sociaux et industriels et de favoriser l'intervention des citoyens dans le débat sur la construction européenne.

Derrière l'idée d'une banque publique européenne, il y a une grande ambition de refondation de l'UE. Cette idée remet directement en cause le rôle et les missions de la Banque centrale européenne, qui aujourd'hui prête aux banques privées – parfois à des taux très bas – et refuse d'utiliser ce pouvoir de création monétaire au service de l'emploi, du développement des services publics, de la transition écologique. De par sa mission de financer le développement social, écologique et solidaire, son fonctionnement démocratique faisant intervenir notamment des élus, des acteurs économiques et des représentants syndicaux et son

mode de financement par le produit d'une taxe sur les transactions financières, une contribution du budget européen et par des prêts de la Banque centrale européenne, cette banque publique européenne représenterait un outil novateur susceptible d'apporter une réponse concrète et progressiste à la crise.

Les sept *ambassadeurs citoyens*, de sept pays européens et évoluant dans les sphères politique, sociale, culturelle et syndicale ont donc été les dépositaires d'une initiative citoyenne européenne portant sur un sujet phare, pour ne pas dire « le nerf de la guerre ».

Cette procédure, promue par les libéraux comme une « avancée démocratique » du traité de Lisbonne, est parsemée d'obstacles bureaucratiques. Mais elle a l'avantage de déboucher – à condition de récolter un million de signatures – sur la possibilité d'un acte législatif européen.

Le PGE, avec les forces sociales, syndicales, culturelles et politiques qui s'engageaient dans cette campagne, était donc en marche pour une grande campagne politique de proximité, dans un cadre inédit.

La commission européenne refuse d'enregistrer l'ICE

Le 7 septembre dernier, alors que le lancement de la campagne en France était prévu la semaine suivante à la Fête de l'Humanité, la commission européenne a refusé d'enregistrer l'initiative citoyenne européenne. Cela en dit long, d'une part sur le mépris réservé aux citoyens européens, et d'autre part, sur le dogmatisme des commissaires qui, il faut le rappeler, ne sont pas élus.

La proposition respectait le cadre de l'ICE en s'appuyant sur les « objectifs de l'UE » officiellement énoncés : « *combat l'exclusion sociale [...] la justice et la protection sociales [et] la solidarité entre les États membres* ». (Article 3, alinéa 3 du TUE). Le premier motif du rejet de la commission est le suivant : « *Il faut clairement noter que cette disposition légale, en elle-même, ne confère pas de pouvoirs aux institutions pour adopter des actes*

* Les 7 ambassadeurs de l'ICE

Pierre Laurent, président du Parti de la gauche européenne (FR)

Alexis Tsipras, président de Syriza (GR)

Marta Sanz, écrivaine (ES)

Heinz Bierbaum, syndicaliste et député (DE)

Judit Morva, intellectuelle progressiste (HU)

Lidia Menapace, Association des partisans (I)

Nico Cue, secrétaire général de la centrale des Métallos de la FGTB (BE)

la Commission européenne bloque l'Initiative citoyenne

juridiques ». En d'autres termes, les « objectifs de l'UE » ne constituent pas une base juridique pour produire du droit européen. On se demande alors sur quoi sont fondées les milliers de directives, de règlements, de résolutions produites tous les ans... Cet argument ne tient pas la route !

Mais au-delà du débat institutionnel, le plus effrayant dans la réponse de la Commission européenne, c'est que toute proposition hors des clous néolibéraux risque de subir le même sort.

Dans sa réponse, la commission le formule ainsi : « Après examen approfondi [...] la Commission considère qu'il n'y a pas de base juridique dans les traités qui permette de présenter une proposition établissant un tel organisme » ! Les propositions solidaires et démocratiques nouvelles, innovantes, si elles doivent passer par une validation politique de la Commission, vont donc buter sur le dogmatisme libéral. D'ailleurs, une proposition d'ICE émanant des mouvements sociaux « pour un revenu minimum européen », vient d'être, elle aussi, rejetée.

Pour une riposte populaire, nous ne baisserons pas les bras !

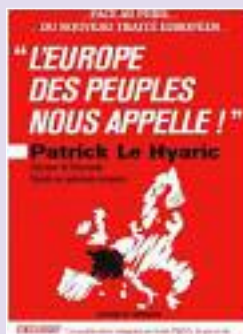
L'idée de la banque publique européenne reste une proposition concrète et efficace pour répondre aux défis d'une croissance saine, pour les travailleuses et travailleurs comme pour la planète. Et l'intervention citoyenne dans les choix européens reste un enjeu crucial pour une nouvelle manière de construire l'Europe. La procédure « officielle » nous est confisquée ? Nous avons d'autres moyens de faire monter cette exigence au plan européen et dans nos pays.

Un premier rassemblement a eu lieu à la Fête de l'Humanité, contre cette décision inacceptable. Pétition ? Manifestation ? Conférence sur la refondation de l'UE ? Les formes de la campagne européenne, dans ces nouvelles conditions, seront définies dans les prochaines semaines, dans les instances du PGE, et avec ses partenaires. Une affaire à suivre.

SUGGESTIONS

Maintenant prenez le pouvoir

Pierre Laurent,
préfacé par Alexis Tsipras
Éditions de l'Atelier, septembre 2012



L'Europe des peuples nous appelle !

Patrick Le Hyaric,
Éditions de l'Humanité
septembre 2012

Ez Kurdim (Je suis Kurde)

Film co-réalisé par Antoine Laurent et Nicolas Bertrand,
Les Nouveaux messagers



À travers des portraits de femmes et d'hommes, Kurdes et Turques, ce film d'une grande force politique et d'une grande beauté esthétique donne à voir et à sentir la réalité quotidienne brutale des Kurdes de Turquie. Tout en finesse et en émotion, ce film s'adresse au grand public et fait découvrir la résistance d'un peuple trop souvent méconnue.

Un outil militant, pour exprimer notre solidarité et mener nos batailles politiques.

Agenda des projections : Bollène (Vaucluse) 29 septembre ; Lille 3 octobre ; Champigny 4 octobre ; Ajaccio 25 octobre

Pour toute information et demande, contactez le Réseau PCF/Kurdistan : sylvie.jan@free.fr

MONDE ARABE

Syrie

Jacques Fath a rencontré le 17 juillet, au siège du PCF, **Khalil Elhage Saleh, responsable de l'opposition syrienne**.

Rencontre avec une **délégation de jeunes de l'opposition syrienne conduite par Chadi Abou Fakher**, le 28 août.

Le 16 septembre, **lancement du collectif de secours à la population syrienne** au stand de Souria-Houria à la Fête de l'Humanité.

Le 23 septembre, s'est tenu le **Congrès de l'Association Souria-Houria**. Invités : Jack Ralite, sénateur honoraire et Patrick Margaté pour le PCF.

Palestine

Le 13 septembre, **le Conseil national du PCF reçoit une délégation palestinienne de Chatila pour le 30e anniversaire du massacre de Sabra et Chatila**. Cette délégation, présente à la Fête de l'Humanité, est composée de **Fadwa Barghouti, Majed Bamia, Kifa Afifi, Radwan Fadel, Mohamed Radwan, Rana Bishara**. Interventions de **Pierre Laurent et François Auguste, président du CN**.

Participation de Yann Leroy pour le PCF à la **réunion publique Palestine : Terre justice et paix**, le 6 septembre, organisée par l'AJPF, à la section de Montreuil du PCF.

Algérie

Formation « indépendants » Algérie par Yann Leroy, à la section PCF de la Courneuve le 18 juillet, puis à l'Université d'été de la Jeunesse communiste le 4 août.

Débat Guerre d'Algérie autour du film Indigènes à la section PCF de Montreuil le 1er août, participation de Yann Leroy.

Maroc

Les 12, 13 et 14 juillet, le **Congrès de La Voie démocratique**, a eu lieu à Casablanca. Participation pour le PCF de Patrick Margaté.

Tunisie

Rassemblement de solidarité en souvenir des immigrants tunisiens disparus en mer Méditerranée avec Jacques Fath et Patrick Margaté.

AFRIQUE

Mali

Issa Ndiaye, professeur à l'Université de Bamako, est reçu le 7 septembre au siège du PCF par Jacques Fath, Sylvie Jan, responsable *Afrique* et Marine Malberg.

Sénégal

Rencontre au siège du PCF entre **Magatte Thiam, secrétaire général du PIT, Semba Sam, directeur de cabinet du ministre Amath Dasokho**, Sylvie Jan et Marine Malberg pour le PCF. L'échange a porté sur les évolutions politiques du Sénégal et de la France et les futures coopérations entre nos deux organisations (19/9/2012).

Participation de Sylvie Jan à l'**audition de Samba Sy, philosophe enseignant, porte parole du PIT, organisée par la Fondation Gabriel Péri** (18/0/2012).

Togo

Message de soutien à l'énorme Marche rouge des femmes togolaises. En lutte depuis de longs mois, elles exigent le départ du dictateur Faure Gnassingbé et énoncent une série de revendications pour le respect des droits humains, contre l'impunité et pour le changement (21/9/2012).

Burkina Faso

Participation de Marine Malberg au **rassemblement de protestation organisé par plusieurs organisations, dont Survie et les partis qui composent le Front de gauche, contre la venue de Blaise Compaoré à Paris** (17/9/2012).

République démocratique du Congo

Échange entre **M. Kitumu Mateta, responsable de l'association Umoja Kongo** et Sylvie Jan et Marine Malberg, sur la **situation des droits humains en RDC** (15/09/2012).

Madagascar

Participation de Sylvie Jan et Marine Malberg à la **projection débat du film Madagascar : l'insurrection de l'Île rouge**, réalisé par Danièle Rousselier, à la librairie Résistances. (28/09/2012).

Fête de l'Humanité



Réception en l'honneur des organisations africaines présentes à la Fête de l'Humanité en présence des associations de solidarité françaises et les partenaires du Front de gauche/Afrique, de Pierre Laurent, Jacques Fath, Sylvie Jan et les membres du collectif *Afrique* (16/09/2012).

EUROPE

Formation L'extrême droite en France et en Europe de Yann Leroy à l'université d'été de la Jeunesse communiste, Paris le 5 août.

Du 7 au 9 septembre à Lisbonne s'est déroulée la **Fête de Avante (PCP)**, avec la participation de Lydie Benoist pour le PCF.

Du 21 au 23 septembre à Madrid, a eu lieu la **Fête du PCE**, avec la participation, pour le PCF, de Christine Mendelsohn et Obey Ament.

Dans l'agenda de Pierre Laurent/PGE

8 octobre, meeting européen à Paris-20h espace Reuilly (à confirmer).

17 octobre, Parlement européen (Bruxelles) : rencontre avec la NGL ; participation à un atelier organisé par la GUE-NGL sur Florence+10 et l'Altersummit européen 2013

www.altersummit.eu

26 octobre, conseil des présidents du PGE (Paris)

27 octobre, parlementaires pour une alternative, rencontre de parlementaires régionaux, nationaux et européens (Paris).

9-10 novembre, Florence+10.

EUROPE

Présentation en avant-première du film *Ez Kurdim* (Je suis Kurde) co-réalisé par Antoine Laurent et Nicolas Bertrand au cinéma Le Cin'hoche à Bagnolet avec la participation de près de 300 personnes (6/09/2012).

Pétition en faveur de la jeune étudiante franco-turque Sévil Sevimli, condamnée par le gouvernement de Turquie à 32 ans de prison pour avoir participé à une manifestation du 1er mai (17/09/2012).

La relaxe vient de lui être refusée, le 25 septembre. La sixième cour d'assises de Burda (ouest) a fixé au 19 novembre la prochaine audience du procès.

AMERIQUE LATINE

Honduras

Le 28 juin, à la **manifestation de solidarité à Paris, avec le peuple hondurien, à l'appel du Collectif Honduras**, Obey Ament représentait le PCF.

Paraguay

Le 30 juin a eu lieu une **manifestation de solidarité avec le peuple paraguayen à l'appel du Comité Paraguay suite au coup d'État qui a renversé Fernando Lugo**, avec Obey Ament pour le PCF.

Venezuela

Du 4 au 6 juillet, **Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Jacques Fath et Obey Ament participent, à Caracas, à la 18ème rencontre du Forum de São Paulo** ainsi qu'aux événements de la Fête nationale du Venezuela. Réception chez l'Ambassadeur de France à Caracas.

Ana Elisa Osorio, de la direction du PSUV, a été reçue par François Auguste, président du Conseil national du PCF et Obey Ament le 24 juillet.

Journée internationale de solidarité avec la révolution bolivarienne, le 24 juillet à l'Usine, avec la participation de Ana Elisa Osorio ; Obey Ament représentait le PCF.

Brésil

Le 7 septembre, Obey Ament représentait le PCF à la **fête nationale du Brésil** à l'Ambassade de Brésil en France.

Iole Iliade Lopez, secrétaire nationale aux Relations internationales du PT du Brésil a rencontré Laurence Cohen, sénatrice, présidente du groupe d'amitié France/Brésil au Sénat le 14 septembre et le 15 septembre, Jacques Fath.

Salvador

Nidia Diaz, direction nationale du FMLN, est reçue par Obey Ament au siège du PCF, puis par Catherine Margarté, maire de Malakoff à la mairie le 18 septembre.

Blanca Flor Bonilla, membre de la direction du FMLN et directrice de la Fondation de soutien familial est reçue par Michel Laurent, membre du CN et Obey Ament, le 25 septembre.

Colombie

Congrès du PC Colombien, participation de Laurent Pereira pour le PCF (membre de la direction) à Bogota du 18 au 20 juillet.

Le 17 septembre, **Carlos Lozano, membre de la direction du PC colombien, directeur du journal Voz, est reçu par Pierre Laurent, Jacques Fath et Obey Ament.**

Le 25 septembre, Obey Ament a reçu **Rafael Coicue, porte parole de l'association des Cabildos indígenas del Norte del Cauca et Dumer Ortega, membre du Conseil régional indigène du Cauca.**

Cuba

Jacques Fath et Obey Ament reçoivent le 13 septembre la **délégation du PCC à la Fête de l'Humanité**. Au cours de cette chaleureuse rencontre, la visite, en octobre, de Jacques Fath et Obey Ament en délégation à Cuba est confirmée.

Le 17 septembre à l'ambassade de Cuba, était organisée une **rencontre avec Olga Salanueva, épouse de René Gonzalez, l'un des Cinq cubains emprisonnés aux Etats-Unis depuis presque 15 ans.** Obey Ament représentait le PCF.

ASIE

Chine

La **délégation chinoise à la Fête de l'Humanité, conduite par Zhang Jiang, membre du Comité permanent et chef du département de la Communication du PCC pour la province du Liaoning, est reçue au siège du PCF par Jacques Fath, Christiane Marcie et Dominique Bari.**

Inde/Sri Lanka

Le 7 et le 15 juillet, Pierre Marcie participe à Drancy et à Paris (18e) aux **rencontres littéraires tamoules en Île-de-France, avec comme invité d'honneur, Chinnappa Bharathy, grand écrivain indien, membre du PCI(m).**

Les *Relations internationales* du PCF étaient présentes à la Fête de l'Humanité, pour rencontrer les délégations étrangères au Village du monde, notamment à l'occasion inaugurations de stands, participer à de nombreux débats, accompagner les délégations.

Nous y avons présenté la brochure *Le PCF et la guerre d'Algérie* (publiée le 5 juillet dernier, disponible sur demande auprès de cchastain@pcf.fr) et un numéro spécial de la *Lettre des Relations internationales* consacré à l'Afrique.

Les *Relations internationales* ont également participé à l'université d'été du PGE à Portaria (Grèce) en juillet, aux Estivales du Front de gauche à Grenoble et à l'université d'été du PCF aux Karelis en août.

Le Parti communiste français publie régulièrement des communiqués liés à l'actualité internationale. Les communiqués sont à retrouver intégralement sur le site du PCF:

www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans *l'Humanité*, un article sur la situation internationale, publié dans le supplément *Communistes*

QUELLE CONCEPTION DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE ?

quel rôle de la France dans le monde d'aujourd'hui pour la paix, le désarmement et la résolution des conflits ?

Les problèmes, les risques et les menaces de notre époque nourrissent des angoisses profondes. La violence, l'argent, l'humiliation sociale... alimentent – dans le contexte d'une crise systémique et de portée civilisationnelle – le sentiment d'un monde qui se délite, d'une impuissance des gouvernements. Nous sommes devant les impasses dramatiques d'un type de croissance et de développement qui s'épuise, devant un système de domination et d'exploitation agressif et dangereux mais qui montre ses limites.

Comment refonder un espoir, dessiner un avenir... tant que les réponses politiques seront fondées sur les mêmes options qui produisent les injustices, la pauvreté, le chômage, l'autoritarisme et la guerre ?

Notre responsabilité est bien de définir et de proposer une autre vision de la société, du monde, des rela-

tions internationales. Il faut réhabiliter l'idée de progrès et montrer qu'il y a un projet possible pour un changement nécessaire et urgent.

Mesurons à quel point, en effet, la crise capitaliste, l'impasse néo-libérale, l'échec européen, les interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient... mesurons à quel point tout cela signe l'incapacité des politiques mises en œuvre à répondre aux défis de notre nouveau monde.

Nous ne sommes plus à la croisée des chemins. L'austérité impitoyable pour les peuples, le mépris de leurs droits, le choc de la guerre et des interventions militaires néo-impériales... tout cela montre une voie sans avenir dans une crise majeure.

Il faut tracer, proposer un chemin nouveau y compris dans une conception totalement différente des relations entre les peuples, les sociétés et les États.

quelle vision de la sécurité internationale ?

Un *Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale* doit être élaboré pour la fin 2012 et présenté à l'Assemblée nationale début 2013. Une loi de programmation militaire suivra. Il sera question de la crise, de ses effets sur les relations internationales, des enjeux de sécurité internationale. Comment peut-on parler aujourd'hui de ces questions ? Quelle approche le PCF et le Front de gauche peuvent-ils proposer ? La notion de défense nationale a-t-elle encore une pertinence ? Les enjeux essentiels ne sont-ils pas contenus dans la question de la sécurité internationale ?

Il y a des questions proprement militaires : doctrine et politique de défense, productions et industries militaires, statut des personnels, nature et périmètre de l'outil militaire, budget... La question du budget défense promet d'ailleurs d'être clairement dans les débats du fait de la politique d'austérité et de la politique dite de réduction des déficits publics qui n'épargnent aucun pays en Europe et dans le monde occidental (y compris les États-Unis). Tous ces pays se trouvent devant la contradiction majeure de stratégies qui poussent à l'augmentation des dépenses militaires alors que les choix drastiques d'austérité contraignent à des diminutions...

Aucune de ces questions ne peut être traitée sans qu'elle soit inscrite dans une politique d'ensemble, une conception de la sécurité, une vision des relations internationales et du monde.

Pour les militaires, il faut une « pensée stratégique », une doctrine de l'emploi de la force. Il n'est pas de

notre responsabilité de théoriser sur ce qu'est le « métier » de militaire sauf à souligner qu'évidemment rien de ce qui concerne les engagements extérieurs de la France, sa politique étrangère, sa conception de la sécurité internationale et sa propre sécurité ne peut échapper à la décision politique, à la conception que l'on se fait du rôle de la France, aux changements que l'on veut mettre en œuvre. C'est un principe inhérent à ce qu'on appelle un État de droit.

Et c'est le « *privilege* » (si l'on peut dire) des pays qu'on appelle des puissances – comme la France – de **pouvoir et devoir définir une telle conception globale comme fondement d'un rôle d'acteur qui compte dans le monde.**

La question de la défense est avant tout une question politique. Ce qui est en jeu, c'est la sécurité du pays, la dimension européenne et internationale de la sécurité, le rôle de la France dans le monde et dans la configuration actuelle des relations internationales, la vision du monde, de la sécurité et des relations internationales que l'on veut construire. **Il faut donc une approche dynamique qui nous permette de nous projeter vers l'avenir.**

C'est pourtant une toute autre approche, très statique et traditionnelle, qui tend à dominer aujourd'hui : le langage, les concepts utilisés désignent une France qui doit user de son poids, dans un équilibre et un rapport de force donné; une sécurité indissociable d'un statut; un territoire sanctuarisé; une stratégie centrée sur la défense d'intérêts vitaux, sur la protection du pays... ➔

quelle conception de la sécurité internationale ?

Cette approche – qui repose essentiellement sur la protection du territoire national alors que celui-ci n'est plus vraiment menacé – s'accompagne d'un refus persistant à la fois de **la réflexion sur les nouveaux enjeux de sécurité du XXI^{ème} siècle, et du débat citoyen, de la transparence nécessaire à toute politique qui engage l'avenir de notre peuple.**

La réintégration complète de la France dans l'organisation militaire de l'OTAN décidée par N. Sarkozy (mais non remise en cause par F. Hollande qui a seulement demandé un bilan de cette réintégration) enserme la France dans un cadre politico-stratégique sous domination des États-Unis, qui contraint notre pays à des choix atlantistes, des logiques de guerre, une conception des relations internationales fondée sur la prééminence de la force et du militaire. Ajoutons cependant que dans cette vision profondément de droite, le projet « d'Europe puissance » avec une Défense européenne – au-delà des divisions entre États européens – a sombré bel et bien dans la crise structurelle et existentielle européenne en laissant la priorité aux accords inter-gouvernementaux en particulier avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne (mutualisation de capacités militaires, conduite de projets industriels communs...).

Soulignons au passage que l'idée très souvent avancée selon laquelle on construirait l'Europe pour la paix est singulièrement dépassée dans le contexte actuel et après quelque 60 ans d'intégration. On voit aussi que les orientations européennes de défense actuelles insèrent la France et chaque pays membre de l'UE dans des cadres institutionnels, des politiques communes et des alliances – en particulier l'OTAN – qui conduisent plus sûrement à la guerre qu'à la recherche d'une sécurité collective par le désarmement et le règlement politique des conflits. François Hollande, devant la conférence des ambassadeurs le 27 août, a cependant souligné, dans une forme évidente de continuité, un choix de principe pour l'Europe de la défense, un renforcement des capacités européennes de défense et sa décision d'approfondir encore les coopérations militaires avec ses partenaires.

On sait par ailleurs déjà que le *Livre blanc* à venir ne devrait pas être fondamentalement différent du précédent. Il faudra cependant voir l'analyse de départ sur le monde et les relations internationales, les inflexions possibles avec les conséquences qui seront tirées des soulèvements arabes. On constate aujourd'hui – sans que ce soit révélé au grand public – un renforcement des forces militaires et la création de bases françaises nouvelles en Afrique. La situation au Mali et en zone sahélo-saharienne serait une justification à ce mouve-

ment qui ne correspond pas à la volonté de redéploiement/adaptation en diminution, qui semblait dominer il y a quelques années. À examiner de plus près.

Nous devons donc à la France, comme parti, comme Front de gauche, la définition d'une approche beaucoup plus adaptée à notre époque, plus dynamique et constructive, beaucoup plus à l'initiative pour changer les conditions et les conceptions de la sécurité internationale, pour pousser au règlement des conflits, à un désarmement multilatéral et contrôlé, dans l'esprit d'une démilitarisation des relations internationales. La France doit être à la hauteur des défis du monde d'aujourd'hui. La recherche de la paix dans le nouveau contexte international doit être l'obsession positive permanente de la France et donc d'une force politique comme la nôtre. C'est dans une telle dynamique que notre pays peut mieux défendre sa sécurité, ses intérêts propres, ses intérêts vitaux notamment, et valoriser un statut de puissance positive. Il faut en effet refuser le concept de puissance dans son sens actuel. Une puissance positive doit s'appuyer non pas sur des forces militaires pour dégager une capacité de domination mais sur une ambition et un rôle politiques, sur la volonté de promouvoir en toute circonstance le multilatéralisme, les principes et les buts de la Charte des Nations unies, l'exigence de paix et de justice.

La notion de puissance est traditionnellement liée à la capacité de faire la guerre. C'est cela qu'il faut contribuer à dépasser. La puissance ne devrait plus être synonyme de logique de force et d'interventions militaires qui s'avèrent de plus en plus productrices d'instabilités et de tensions, mais au contraire **d'une capacité d'initiative internationale pour construire des rapports de sécurité collective, de confiance mutuelle, de coopération et de désarmement.** Cela ne fait pas une France sans défense qui oublierait la réalité des rapports de force et des confrontations. Une puissance positive n'est pas une puissance naïve. C'est, précisément, un moyen de peser dans les rapports de forces en cherchant des convergences, des alliés et des partenaires alors que tant de peuples, dans le monde, aspirent à la sécurité et à la paix.

La gauche en France doit être ainsi porteuse d'une forme de révolution en matière de défense. L'alternative n'est pas, ne doit pas être, entre la Ligne Maginot ou la projection de puissance... La France doit relégitimer le combat pour la paix dans le contexte mondial d'aujourd'hui. Elle doit montrer comment on doit agir pour construire de nouveaux rapports de sécurité internationale. **On ne peut plus penser la défense**

quelle conception de la sécurité internationale ?

indépendamment des enjeux de sécurité et de l'exigence première de l'action politique pour la paix.

Cette nouvelle approche est d'autant plus incontournable que **la conception actuelle de la puissance montre ses limites. Elle se révèle, dans les faits, incompatible avec l'exigence de sécurité internationale.** On voit en effet comment les grandes crises internationales, Irak, Afghanistan, Iran, Libye, Syrie (la question de Palestine méritant une approche spécifique), se traduisent finalement par des déstabilisations régionales, par davantage d'insécurité, de tensions et de risques pour l'avenir. Sans que jamais les problèmes fondamentaux liés aux besoins de paix, de développement, de démocratie ne trouvent de solution durable. Les stratégies néo-impérialistes et les logiques de puissance à l'exercice dans ces crises ont aggravé tous les problèmes. Des situations quasi ingérables se sont ouvertes dans la zone sahélo-saharienne et au Proche-Orient... Dans ce monde bouleversé, la perte relative de maîtrise stratégique des États-Unis, qui restent la principale puissance hégémonique (en particulier sur le plan militaire), montre aussi à quelles impasses conduisent les stratégies adoptées.

Ces crises constituent pourtant le cœur des enjeux actuels de sécurité internationale. C'est donc très largement en fonction de ces enjeux que **la politique de sécurité/défense de la France doit être repensée, avec en priorité un retrait de l'OTAN et une action déterminée pour la dissolution de cette organisation (donc une mise en cause du Traité de Washington qui en est le fondement politique et juridique).** Quel rôle la France doit-elle jouer pour contribuer à des solutions politiques, des issues négociées aux conflits ? Comment agir pour des règlements politiques et pour la paix ? Comment peser pour que les stratégies européennes et celles des pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU ne débouchent pas sur une exacerbation des crises ?

C'est vraiment **une nouvelle conception de la sécurité qu'il faut définir, fondée sur l'exigence essentielle de responsabilité collective.** Et en même temps, poser la question d'un outil de défense adapté à la nature de ces crises, des risques et des menaces, inhérents aux réalités du monde d'aujourd'hui.

Il faut donc poser la question de l'adéquation de la composition de notre outil de défense à la nature des risques et des menaces d'aujourd'hui. Des risques et des menaces réels dont on ne débat pourtant pas réellement en France aujourd'hui, alors qu'ils sont issus d'un basculement des relations internationales de

grande portée, alors que l'environnement stratégique mondial a été totalement recomposé avec la chute du mur, la disparition de l'antagonisme des blocs, la montée des émergents, la crise systémique du capitalisme, un néo-libéralisme généralisé, exacerbé mais sans issue... Une crise du mode de développement et des stratégies adoptées pour y faire face, y compris sur le plan militaire. La question sociale est encore plus qu'auparavant au cœur des enjeux de sécurité. **Ce que nous voulons, c'est une sécurité humaine (concept de l'ONU) fondée en particulier sur la satisfaction des besoins sociaux, dans une éthique de la coopération, de l'écologie et de la solidarité.**

Un rapport récent du Sénat¹ pose ce problème en soulevant la question de l'adéquation « *du char Leclerc, du porte-avion nucléaire et des avions de combat aux menaces contemporaines les plus probables* » (page 38). Ce qui, effectivement, mériterait un débat sérieux sur la pertinence du modèle d'armée choisi qui fait débat chez les militaires eux-mêmes. Mais la question la plus décisive reste celle de l'adéquation de l'arme nucléaire et de la stratégie de dissuasion face aux enjeux de sécurité d'aujourd'hui.

Le nucléaire n'est qu'une partie du budget défense mais la dissuasion nucléaire structure la quasi totalité de l'outil de défense français, dans une imbrication étroite avec les forces conventionnelles.

Ce rapport du Sénat souligne la faible probabilité d'une attaque étatique contre la France, ce qui délégitime en soi la stratégie de dissuasion nucléaire et son caractère si structurant pour l'ensemble de la « *défense nationale* ». Ce rapport – pourtant très favorable au nucléaire et à la dissuasion – affirme même de façon très éclairante que « *s'il fallait dessiner aujourd'hui un format d'armées partant de zéro, il est fort probable que la nécessité d'acquérir une force de frappe nucléaire, avec de surcroît deux composantes, ne ferait pas partie de nos ambitions de défense* » (page 37).

Alors, pourquoi conserver un outil de dissuasion qu'on estime aujourd'hui inadapté ?

Ce constat confirme la nécessité d'une refondation de la conception française de la sécurité, d'une autre vision du monde donc d'une toute autre politique de défense. Il confirme aussi le besoin d'un large débat politique et citoyen sur ces questions et notamment contre les thématiques habituelles visant à justifier la politique de dissuasion nucléaire : ce serait « *l'assurance vie* » de la nation ; la garantie de notre statut de membre permanent du Conseil de Sécurité ; elle aurait un coût limité ne représentant « *que* » 3,5 milliards d'euros par an... et bien d'autres assertions du même genre. Tout ceci doit être mis sur la table, analysé et critiqué.

1. Rapport d'information sur l'avenir des forces nucléaires françaises (n° 668 – Session extraordinaire 2011-2012)

quelle conception de la sécurité internationale ?

L'argument spécieux qui fait des partisans du désarmement nucléaire, des militants d'un désarmement nucléaire **unilatéral** de la France – effectivement inapproprié – doit être énergiquement combattu. Pour la France, et pour ses partenaires européens, les conditions de la sécurité sont internationales dans un monde où les enjeux et les crises sont plus que jamais globaux. Dans une approche efficace et responsable, le désarmement ne peut être que multilatéral et contrôlé selon les termes mêmes du *Traité de non prolifération (TNP)*. **Agir pour un tel désarmement nucléaire (et pour tous les types d'armes), c'est le rôle que nous voulons pour la France.**

Notre pays dispose d'environ 300 têtes nucléaires sur un total mondial dépassant les 20 000. Cette disproportion numérique ne peut pas non plus constituer un argument valable pour interdire à la France d'être à l'initiative afin de favoriser une dynamique politique collective de désarmement nucléaire. La France doit s'inscrire activement dans un processus de ce type. Et davantage que cela elle doit en être une initiatrice. **C'est parce qu'elle est un membre permanent du Conseil de Sécurité (dont la responsabilité première est, précisément, « le maintien de la paix et de la sécurité internationale ») que la France se doit d'agir ainsi. Et son statut peut lui donner de la crédibilité pour prendre des initiatives dans cette voie. La France y gagnerait en prestige et en efficacité.**

Tout milite donc pour que l'approche d'une nouvelle politique française de la défense, de la sécurité, pour la paix parte de l'enjeu nucléaire.

Soyons cependant plus précis.

Le nucléaire, aujourd'hui, c'est 3 grands problèmes.

1. Le problème de son existence même

On a créé des armes capables de détruire l'univers terrestre et humain, des armes dont la puissance est telle et dont l'utilisation aurait de telles conséquences que l'on cherche même à en interdire mondialement tous les essais sur le terrain. C'est l'objet du *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*².

Est-il bien raisonnable de vouloir conserver de telles armes ? L'élimination totale des armes nucléaires n'est pas une simple utopie. Ce doit être une ambition, un

objectif. C'est aussi un débat de international : discours d'Obama à Prague en 2009 pour l'élimination des armes nucléaires ; vote d'une résolution du Conseil de Sécurité dans le même esprit la même année; initiative « *Global zero* »³ de personnalités politiques de haut niveau du monde entier pour l'élimination des armes nucléaires; projet de Convention d'élimination totale des armes nucléaires déposé à l'ONU et soutenu par 140 États... Cela ne fait pas un processus de désarmement nucléaire (l'initiative Obama n'est plus d'actualité) mais cela montre que le débat est plus ouvert qu'on ne l'imagine.

Débattre du nucléaire, de la légitimité de l'arme nucléaire et de la stratégie de dissuasion n'est pas un tabou. Il n'y a guère qu'en France où la crispation gouvernementale traditionnelle sur le nucléaire et la dissuasion s'appuie sur une fermeture systématique et recherchée du débat sur la question – comme s'il y avait un consensus national sur ce choix, que le PCF conteste sur le fond, avec bien d'autres forces politiques, sociales et pacifistes de notre pays. **Il faut l'affirmer avec force : il n'y a pas de consensus national en France sur la dissuasion, sur le nucléaire et plus largement d'ailleurs sur la politique de défense actuelle.** Nous sommes pour l'élimination des armes nucléaires. **Nous demandons que la France soutienne le projet de Convention internationale d'élimination des armes nucléaires** et prenne de grandes initiatives multilatérales pour le désarmement nucléaire. Agir pour l'élimination des armes nucléaires, c'est aussi, en même temps, confirmer l'importance du retrait de l'OTAN et de la bataille pour la dissolution de celle-ci car l'OTAN est, de fait, une organisation nucléaire, dirigée par les principales puissances nucléaires occidentales, États-Unis en tête. Éliminer les armes nucléaires c'est, enfin, vouloir lutter contre la logique de puissance. L'arme nucléaire est en effet une arme politique d'affirmation de puissance, pour la France comme pour les autres puissances dotées de cette arme.

2. Le problème de sa dérive en arme d'emploi

« *L'atome est pacificateur* », selon le rapport du Sénat déjà cité. Une affirmation de ce type est particulièrement consternante quand on sait que l'arme nucléaire a failli être utilisée à de multiples reprises durant la 2ème moitié du XXème siècle (notamment lors de la crise des fusées à Cuba en 1962). Certes, l'arme nucléaire a structuré les relations internationales pendant quelques dizaines d'années sans guerre entre les principales puissances. Mais la confrontation des blocs s'est reportée et développée dans de nombreux con-

2. Ce Traité (TICE) a été ouvert à la signature en septembre 1996 à New York. Il n'est toujours pas en vigueur du fait de l'absence de ratification d'une dizaine d'États dont les États-Unis, la Chine, Israël, l'Iran, l'Égypte. Corée du Nord, Inde et Pakistan n'ont même pas signé le Traité. À noter : l'impact environnemental et sanitaire préoccupant et sous-estimé des essais nucléaires.

3. *Global zero* est un appel international pour un plan d'élimination progressif et contrôlé des armes nucléaires, lancé en 2008. Il est signé par 300 hautes personnalités (anciens chefs d'États, ministres de la défense ou hauts commandants militaires...) dont Jimmy Carter, Zbigniew Brezezinski, Hans-Dietrich Gensher, Danièle Mitterrand, Paul Quilès, Javier Solana... plus de 450 000 personnes dans le monde ont signé aussi cet appel.

quelle conception de la sécurité internationale ?

flits et crises très meurtriers. On ne peut pas dire que la période de l'histoire planétaire, ayant suivi la Seconde Guerre mondiale, dominée par un antagonisme structuré sur le nucléaire – l'arme qui a contribué alors à façonner l'environnement stratégique mondial – fut une période de paix. Il est outrageusement simplificateur et mystificateur de faire de cette arme un outil « *pacificateur* » ou, simplement, une arme de « *non emploi* » par définition.

On ne peut pas non plus faire de l'impossibilité d'emploi supposée de cette arme, en considération de sa nature et des dangers majeurs qu'elle représente, un argument pour démontrer son soi-disant caractère « *pacificateur* ». C'est en effet précisément du fait de sa nature même d'arme de destruction absolue, susceptible de provoquer ce qu'on appelle un hiver nucléaire planétaire et des dégâts profonds et durables à la vie sur terre, que nous devons agir pour son élimination. Rien ne garantit, en effet, que les armes nucléaires ne serviront jamais. Elles ont déjà servi à Hiroshima et Nagasaki (250 000 morts fin 1945 au Japon). De façon récurrente, on envisage des bombes miniatures (« *mini nukes* ») qui pourraient être employées comme armes dites de théâtre dans certains conflits...

3. Le problème de la prolifération

C'est le problème stratégique essentiel de la sécurité internationale aujourd'hui. Le TNP a installé depuis sa mise en œuvre en 1970 un régime de la non-prolifération qui n'est pas respecté. La Corée du Nord, l'Iran, en particulier, sont considérés comme des États cherchant à se doter de l'arme nucléaire bien qu'ils soient signataires de ce traité (la Corée du Nord a cependant annoncé son retrait sans que celui-ci ait été vraiment acté comme tel par les principales puissances...). Israël, l'Inde et le Pakistan, pays détenteurs d'une puissance nucléaire, ne sont pas signataires. Les puissances nucléaires « *officielles* » (les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité) n'appliquent pas l'article 6 du TNP appelant à un désarmement nucléaire et à « *un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace* ». En résumé, l'ensemble des principaux pays concernés d'une façon ou d'une autre par ce traité ont choisi soit de ne pas le respecter, soit de l'ignorer.

On sait aussi que si l'Iran se dotait réellement d'une maîtrise réelle de l'arme nucléaire (ce qui est plausible), le régime de non-prolifération et le TNP pourraient être vidés de leur sens. La prolifération pourrait s'élargir alors à bien d'autres États, y compris au

Proche-Orient. Une telle situation constituerait un danger réel pour la sécurité internationale.

Cependant, les États-Unis, la France, les autres grandes puissances et Israël (qui a son agenda politique et de guerre propre sur la question) ne peuvent pas exiger de Téhéran le respect du TNP s'ils ne le respectent pas non plus... Les menaces d'interventions militaires d'Israël, mais aussi des États-Unis (puisque pour Obama et son administration toutes les options sont sur la table y compris, donc, la guerre), sont inacceptables. Une intervention militaire contre l'Iran aurait de très graves conséquences régionales et cela ne permettrait ni d'empêcher l'Iran d'accéder à la maîtrise du nucléaire militaire, à terme, ni de contribuer à la sécurité internationale. Le PCF est totalement opposé à une telle intervention. Il condamne les appels et les incitations à une nouvelle guerre dans cette région, y compris contre l'Iran.

La question posée, en fait, n'est pas seulement celle de la politique iranienne. C'est la question de la sécurité et de la paix au Proche-Orient et plus largement sur le plan international.

La crise sur le nucléaire iranien pose avec force non seulement la question de la prolifération mais aussi celle du désarmement nucléaire. Elle est liée à la politique israélienne et à la question de Palestine. Elle est liée à la crise syrienne... Tout est lié. Ce qui montre clairement la nature et l'importance de la responsabilité de la France et des autres puissances membres permanents du Conseil de Sécurité. Être à l'initiative pour le désarmement nucléaire⁴ signifie qu'il faut l'être aussi, dans le même mouvement, pour le règlement des conflits. On ne peut séparer les enjeux même s'il faut, pour notre parti, bien identifier chaque bataille à mener et ne pas tout mêler dans les mobilisations nécessaires. Mais si la France, dans son intervention diplomatique et politique, veut être efficace, il lui faut tenir compte de ce lien. Comment, par exemple, pourrait-on avancer sur la création d'une *Zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN)* au Proche-Orient (il est prévu une conférence fin 2012 sur la question) si l'on ne progresse pas simultanément dans la résolution du conflit israélo-palestinien en particulier ? Les conditions de la sécurité ne se divisent pas. Et pourtant, peu nombreux, vraiment, sont les responsables politiques et les experts qui aujourd'hui soulignent cet aspect des choses. Est-ce pour ne pas gêner Israël ?

Israël, comme l'Inde et le Pakistan, ne sont pas signataires du TNP, mais ces pays sont membres de l'ONU et sont comptables des conditions politiques de la sécurité internationale. La sécurité est un enjeu collectif. Ces 3 pays ne peuvent se soustraire à la responsa-

4. Et pour l'ensemble des armes de destruction massive dont les armes chimiques et biologiques. Les ADM font l'objet de nombreuses conventions d'interdiction.

quelle conception de la sécurité internationale ?

bilité qui en découle et devraient intégrer eux aussi les exigences liées du désarmement et du règlement des conflits (notamment le conflit afghan pour l'Inde et le Pakistan). On en est loin. On voit les tensions persistantes, les politiques de surarmement et, pour Israël particulièrement, le mépris constant de la légalité internationale et des résolutions de l'ONU, l'agressivité vis-à-vis de ses voisins et, surtout, la poursuite d'une politique de colonisation et d'occupation hors de toute légalité et légitimité, source de tensions et de risques graves pour toute la région. La politique israélienne est probablement aujourd'hui une des principales menaces pour la sécurité internationale.

Naturellement, le PCF, en tant que tel et dans la recherche de l'unité d'action nationale et internationale, prend des initiatives et agit pour le désarmement et la sécurité. Il est un membre actif de ICAN (*Campagne internationale pour l'élimination des armes nucléaires*). Il participe très fortement aux réseaux et coordinations nationales et internationales contre l'OTAN. Il intervient en permanence sur la question de Palestine et sur les autres conflits (y compris au sein de collectifs unitaires). Il exprime clairement au Parlement, depuis des années, des conceptions de la sécurité et de la défense qui s'inscrivent dans une vision de désarmement et de paix pour faire jouer à la France un rôle actif et responsable dans un monde dangereux, d'instabilité et de guerre, un monde où les dépenses d'armement atteignent 1740 milliards de dollars en 2011, dépassant ainsi le niveau record atteint au milieu des années 80 dans une période particulièrement aiguë de la guerre froide. De nombreux élus communistes sont engagés dans l'AFCDP⁵, branche française des *Maires pour la paix*.

Notre parti est pleinement engagé pour le désarmement nucléaire mais aussi pour tous les types d'armes. Les armes conventionnelles, aujourd'hui de plus en plus puissantes, les armes légères et de petit calibre dont on dit à juste titre qu'elles sont le « carburant » des conflits. Ceci est d'autant plus important que l'on assiste aujourd'hui à une nouvelle forme de course aux armements : celle-ci n'est plus d'abord quantitative. Elle ne porte plus sur le nombre de têtes nucléaires et de missiles porteurs comme au temps de la guerre froide. Elle porte sur le conventionnel, sur la sophistication technologique, la précision. Elle porte sur la recherche, sur les capacités en matière de renseignement, de communication... Elle porte, enfin, sur la « modernisation » du nucléaire, donc sur une forme de renforcement qualitatif des armes nucléaires. Elle

porte enfin sur les capacités de l'industrie militaire structurée en de grands groupes concurrentiels.

C'est aussi toutes ces problématiques qu'il faut soulever dans un esprit critique. Ce qui nécessite une conception totalement différente de la sécurité et de la gestion des conflits.

Quelles propositions?

I. Des Assises nationales et citoyennes pour la paix, le désarmement et la sécurité internationale

Cette proposition d'Assises nationales et citoyennes vise à rappeler l'importance d'une mise en débat populaire et transparente de toutes ces questions. Alors que ce débat est aujourd'hui cadenassé sur la théologie de la dissuasion nucléaire, cette doctrine sanctuarisée que peu de responsables, peu d'experts se permettent de mettre en cause alors qu'elle fonde une stratégie prioritairement atlantiste et guerrière inadaptée à ce XXI^{ème} siècle qui s'ouvre.

C'est dans un tel cadre institutionnel national et international, qu'avec toutes les forces politiques, sociales (civiles et même militaires), associatives (mouvements de paix, syndicats, ONG, chercheurs...) l'ensemble des questions essentielles devrait être mis sur la table : quelle politique internationale pour quelle conception de la sécurité ? Quelle politique de défense adaptée ? Quel outil de défense ? Pourquoi faut-il que la France sorte de l'OTAN et agisse pour sa dissolution ? L'objectif serait de redéfinir, pour la France, dans le contexte mondial actuel, une conception de la sécurité internationale par le développement humain durable, le multilatéralisme et le désarmement. Cette conception refondée de la sécurité, impliquerait une politique de défense, un outil de défense adaptés aux enjeux du monde d'aujourd'hui, à l'exigence de règlement des conflits, de baisse des tensions internationales. L'essentiel est une mise en débat citoyenne de ce défi considérable pour engager notre pays sur une voie différente. Il faut donner aux peuples un autre avenir que la guerre.

C'est pourtant beaucoup d'inquiétude et de la peur qui tendent aujourd'hui à marquer les opinions publiques en France et ailleurs. Il y a de fortes raisons à cela dans ce contexte de crise et de chômage massif mais aussi de menaces, de violences et de guerre. La façon dont on s'y prend pour construire ou reconstruire des rapports de sécurité internationale, pour résoudre les crises et les conflits est aussi décisive pour redonner de la confiance et de l'espoir. Dans cet esprit, la valorisation d'une culture de paix est nécessaire, comme ensemble de valeurs et de pratiques sociales rejetant la violence et la guerre, s'attachant à prévenir les

quelle conception de la sécurité internationale ?

conflits en traitant leurs causes et en cherchant des solutions par le dialogue et la négociation.

2. Donner de la crédibilité à toutes les propositions précises favorisant le désarmement et la sécurité

- Renoncer aux programmes de modernisation et de renforcement de la force nucléaire française de dissuasion, en particulier le nouveau missile M51. Ces programmes sont en contradiction avec le TNP.
- Exiger le retrait des armes nucléaires tactiques américaines en Europe, ainsi qu'une négociation avec la Russie sur la question (une majorité des pays membres de l'OTAN est favorable à un tel retrait).
- Agir pour la mise en œuvre du *Traité international contre les essais nucléaires* et la ratification de ce Traité par tous les États les plus concernés, notamment les États-Unis.
- Mettre en cause le traité franco-britannique de *Lancaster House* (novembre 2010) qui prévoit une coopération pour le renforcement et la modernisation des armes nucléaires et pour la construction d'un drone en commun. De façon plus générale, agir pour une contribution européenne active en faveur du désarmement, refuser la perspective d'une défense européenne, respecter l'exigence de souveraineté nationale, en particulier dans le domaine de la sécurité et de la défense. Agir pour une politique étrangère et de sécurité européenne qui soit, dans cet esprit, complémentaire de celle des États membres.
- Pousser à la création d'une *Zone exempte d'armes nucléaires* au Moyen-Orient, en particulier à l'occasion de la Conférence qui doit se tenir fin 2012.
- Exiger que la France soit à l'initiative pour l'application du TNP notamment son article 6 qui demande un traité de désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé. Souligner qu'elle doit en même temps jouer un rôle actif pour le règlement des conflits. Proposer une conférence internationale des Nations unies sur la paix au Proche-Orient, le désarmement et la question de Palestine.
- Soutenir une *Convention d'élimination des armes nucléaires*, projet né dans le cadre de l'ONU, et aujourd'hui soutenu par 140 États.
- S'engager au non-emploi en premier de l'arme nucléaire et à la mise en œuvre de toutes les mesures « techniques » (comme la mise hors d'état d'alerte) qui peuvent montrer le chemin d'initiatives utiles pour la sécurité et le désarmement nucléaire.
- Faire de l'actuelle course aux armements un enjeu international prioritaire et agir pour le désarmement concernant tous les types d'armes, notamment pour le contrôle et la limitation du commerce des armes, l'interdiction et la lutte contre les trafics illicites d'armements. Il faut désarmer pour renforcer la sécurité. Il faut aussi s'opposer à la privatisation de la sécurité avec le développement de compagnies militaires privées sur les terrains de la guerre (Irak, Afghanistan...).
- S'opposer au système anti-missile très déstabilisateur que les États-Unis veulent mettre en place en Europe de l'Est.
- Refuser toute opération de guerre ou d'intervention militaire en Syrie, en Iran ou dans la zone sahélo-saharienne.
- Supprimer les bases militaires françaises permanentes en Afrique dans une mise en cause de la Françafrique, des pratiques et des accords militaires qui l'accompagnent.
- Faire du désarmement un des buts de l'ONU et inscrire cette exigence du désarmement dans la Charte des Nations unies. Une telle proposition devant permettre de remettre au centre des débats et des enjeux de l'international, la question du désarmement, la question d'un monde de paix débarrassé des armes nucléaires en particulier.

Jacques Fath

responsable des *Relations internationales*
paix, sécurité, désarmement